

## Reportage

## Travaux publics : la subdivision de Fougamou à l'agonie



L'entrée de la subdivision.



Le bâtiment qui sert des bureaux pour le chef de subdivision.

J.F.M

Fougamou/Gabon

Autrefois l'une des unités territoriales les plus importantes du ministère des Travaux publics, la subdivision du chef-lieu du département de Tsamba-Magotsi n'est plus aujourd'hui que l'ombre d'elle-même. Celui qui s'y rend est choqué par l'état des bâtiments en décrépitude et le cimetière d'engins roulants.

ELLE était, jusqu'au début des années 2000, l'une des plus importantes bases du ministère en charge des Travaux publics à l'intérieur du pays. Aujourd'hui, elle présente une image des plus tristes : la subdivision de Fougamou, située en plein cœur de la ville, a, en effet, perdu de sa superbe.

Vétuste, l'endroit est devenu une honte, non seulement pour le ministère de tutelle, mais aussi pour le pays. «Le visage présenté aujourd'hui par la subdivision des Travaux publics de Fougamou est un signe évident de la démobilisation au niveau des autorités compétentes», juge un ancien fonctionnaire des Travaux publics, qui y a servi. Un point de vue qui semblent partager plusieurs habitants du chef-lieu de Tsamba-Magotsi. Ici, tout le monde, quasiment, reconnaît qu'il est bien loin le temps où, dans la vaste cour de cette entité, des hommes et femmes vêtus de combinaisons jaunes lui donnaient vie.



Le domicile du chef de subdivision, déserté aujourd'hui par son occupant.



Cela fait plus de 10 ans que la toiture de l'atelier mécanique s'est envolée.

Créée dans les années 1950, cette unité territoriale a fait son chemin et connu plusieurs mutations. Elle était mise à contribution pour entretenir les voies de communication des départements de Tsamba-Magotsi et Ndolou. «Probablement pour se donner du courage, il n'était pas rare d'entendre les agents des Travaux publics de Fougamou dire : "TP, l'argent pourri"», selon un notable du coin.

**SANS EXPERTISE.** Cette mise à contribution s'est poursuivie jusqu'en 2008-2010, grâce au programme de formation des petites et moyennes entreprises et des bureaux d'études évoluant dans le secteur des travaux publics. Une formation animée par les experts du Projet d'appui au programme national d'entretien routier (Perfed) financé à hauteur de 13 millions 750 mille euros (9 milliards 19 millions 408 mille 750 F.CFA) par l'Union européenne, sous

forme de don.

A l'époque, à la tête du ministère des Travaux publics, l'actuel sénateur de Lebamba, Flavien Nzengui Nzoundou, ne voyait aucun inconvénient à ce que les engins de cette subdivision, notamment les niveleuses, soient utilisés dans le cadre des chantiers-écoles. Mais, depuis la fin de ce programme intervenu dans le cadre du 9e Fonds européen de développement et simplement été abandonnée à son propre sort. D'aucuns pensent que cette situation a commencé en 2001, avec la mesure interdisant l'intervention de la régie dans l'entretien routier. Ce volet avait été confié aux entreprises qui, pour la plupart, n'avaient aucune expertise en la matière.

Ancien agent du ministère des Travaux publics, Charles Mouviessi remet justement en cause la décision de dépouiller la régie de "ce secteur qui avait échoué aux entreprises fic-

tives". Un argumentaire que soutient Simon Mbari Divassa, ingénieur génie civil de formation et ancien chef de la subdivision de Fougamou, de 1997 à 2004. Son émotion qu'il a du mal à contenir trahit sa désolation au moment de conter l'histoire du site.

**SILENCE INQUIÉTANT.** Celui qui, comme lui, a connu cette unité, n'aura que ses yeux pour pleurer en voyant le site aujourd'hui. Tous les bâtiments à l'architecture coloniale, faisant usage de bureaux, tombent en ruines. Les logements et les ateliers aussi. Les toitures emportées par l'orage, il y a plusieurs années, sont restées en l'état. Le site est devenu si sinistre qu'aucune personne ne serait tentée de le visiter. Côté mécanique, il n'existe plus que de vieilles voitures sans moteurs. Toutes sur cale. Le spectacle donne l'impression que l'on y a procédé à la vente de pièces détachées.

Le constat est le même au niveau des engins lourds, tels que les niveleuses. Certains auraient été envoyés à Mouila où se trouve la direction provinciale des Travaux publics. Comble du ridicule, le gouvernement y maintient, comme chef de la subdivision, un agent ayant déjà dépassé l'âge de la retraite depuis quatre ans. A notre passage, l'on a appris que l'intéressé, nonobstant sa bonne volonté de continuer à servir son pays, a quitté les lieux pour se réfugier du côté de

l'Ecole des travaux publics de la ville, pour fuir ses difficiles conditions de travail. S'il est certain que la situation de la subdivision des TP de Fougamou ressemble à celle d'autres unités du même ordre à l'intérieur du pays, le silence de la tutelle et du gouvernement inquiète plus d'une personne. Pourtant, ce pan de l'Exécutif gagnerait à redonner vie à cette unité, si tant est que son ambition est de maximiser les compétences dans le domaine de l'entretien routier.

Et aussi...

## La désintérêt du gouvernement

**LOIN** de nous la volonté de heurter qui que ce soit, disons les choses clairement : depuis le départ de Flavien Nzengui Nzoundou, le ministère des Travaux publics, sinon le gouvernement, n'a plus acheté un seul engin pour une de ses unités territoriales. L'état comateux dans lequel se trouve la subdivision de Fougamou n'est d'ailleurs pas un cas isolé.

Le spectacle est quasiment le même partout. A l'exception des directions provinciales, toutes les subdivisions ne sont que des cimetières d'engins. Ne travaillant plus, faute d'équipements, le personnel de ces structures passe son temps à faire autre chose.

Le retrait progressif de la régie dans les travaux d'entretien en est la principale raison. Et l'Agence nationale des grands travaux d'infrastructures (ANGTI) n'a apporté aucune solution ou amélioration dans le domaine.

La subdivision de Fougamou était, avec celle d'Akiéni, une des plus importantes bases des Travaux publics du pays. Manifestement, le gouvernement s'est désengagé d'un secteur où la mobilisation d'une entreprise nécessite de gros moyens. Surtout que l'on accorde très peu de confiance aux petites et moyennes entreprises dont certaines ont pourtant déjà fait leurs preuves.



Ce qui reste des équipements roulants de la subdivision de Fougamou.



Ce camion est en panne depuis plus de 5 ans, faute d'entretien.